

## Bulletin de souscription de parts A

### 1/ Identification du souscripteur

M  Mme  M et Mme  M ou Mme

Souscripteur

Nom .....  
Prénom .....  
Né(e) le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_  
à ..... Dept. ....  
Email.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse fiscale (si différente) .....  
Code postal ..... Ville .....

Co-souscripteur

Nom .....  
Prénom .....  
Né(e) le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_  
à ..... Dept. ....  
Email.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse fiscale (si différente) .....  
Code postal ..... Ville .....

#### Activité professionnelle du Souscripteur (uniquement) :

- Profession libérale  Commerçant, artisan  Employé  
 Cadre dirigeant  Cadre  Retraité  
 Etudiant  Sans profession  Autres (préciser) : .....

### 2/ Déclarations préalables du souscripteur

#### Je reconnais avoir acquis des parts du FCPI

- en l'absence de tout démarchage bancaire ou financier tel que défini à l'article L.341-1 du Code monétaire et financier (le «CMF») \* ou,  
 avoir été démarché selon les modalités précisées dans le Récépissé de démarchage joint au présent document.

Je déclare que les sommes versées au titre de la présente souscription ne proviennent pas d'une activité illicite et ne concourent pas au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme. Je m'engage à notifier à la Société de Gestion, dans les plus brefs délais, tout changement de résidence fiscale et/ou de nationalité, et de manière générale, à lui fournir, toute information et attestation qui serait nécessaire pour justifier de ma résidence fiscale et de ma nationalité.

#### Je certifie que le Distributeur :

- m'a proposé l'acquisition de parts du FCPI après s'être enquis de ma situation financière, de mon expérience, de mes objectifs en matière de placement et m'avoir justifié de son nom, de son adresse professionnelle, du nom et de l'adresse de la personne morale pour le compte de laquelle il agit ;
- m'a remis le DIC1, la plaquette commerciale et le Règlement dont je certifie avoir pris connaissance ;
- m'a informé de la possibilité de recevoir gratuitement par e-mail ou par voie postale, sur simple demande écrite adressée à la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel ainsi que la dernière composition de l'actif du FCPI ;
- m'a communiqué d'une manière claire et compréhensible, les informations utiles pour prendre ma décision dont notamment les conditions financières du FCPI, la période de blocage des parts, les règles de plafonnement des avantages fiscaux et les contraintes en matière de date de souscription et de versement des sommes correspondantes ;

- m'a précisé d'une part, que l'investissement dans le FCPI porte sur des instruments qui impliquent des risques particuliers du fait de leurs spécificités ou sur des opérations à exécuter ou dont le prix dépend de fluctuations des marchés financiers sur lesquelles la Société de Gestion n'a aucune influence et, d'autre part, que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures ; il a ainsi attiré mon attention sur les risques et les autres considérations afférentes à une souscription de parts du FCPI et notamment sur le risque de pouvoir perdre tout ou partie du capital investi ;
- m'a informé de l'absence de droit de rétractation prévu à l'article L. 341-16 I et II du CMF ;
- m'a informé de l'existence à mon profit, en cas de démarchage physique à mon domicile, sur mon lieu de travail ou dans un lieu non destiné à la commercialisation de ces produits, d'un délai de réflexion de 48 heures prévu à l'article L.341-16 IV du CMF. Ce délai de réflexion court à compter du lendemain de la signature du Récépissé de démarchage joint au présent document. Si le délai de réflexion expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant ;
- m'a informé que la loi applicable à la souscription des parts du FCPI est la loi française ;
- m'a informé de sa rémunération au titre de la souscription du FCPI.

### 3/ Souscription

Je déclare avoir pris connaissance du Règlement du FCPI et y adhérer, et du calendrier fiscal et des dates limites de souscriptions relatives au bénéfice des différents avantages fiscaux liés à ma souscription.

#### Je m'engage irrévocablement à souscrire :

La souscription	Nombre de parts A (10 parts minimum puis en nombre entier)	..... parts [A]
	Prix unitaire de la part	100 euros [B]
	Montant de la souscription hors droits d'entrée = [A] X [B]	..... euros [C]
Droits d'entrée	Taux de droits d'entrée appliqué (maximum de 5%)	..... % [D]
	Montant des droits d'entrée (DE) = [C] x [D]	00 euros [E]
Souscription totale	Montant total de souscription (MT) = [C] + [E]	..... euros

### 4/ Règlement

Je donne l'ordre irrévocable de procéder au règlement du Montant total de souscription (MT) correspondant à la libération intégrale des parts A souscrites, au plus tard

- au 31 décembre 2017 au plus tard afin de pouvoir bénéficier des avantages fiscaux prévues aux articles 885-0 V bis, 885-0 V bis A et 885-0 V bis B du code général des impôts au titre de l'IFI dû au titre de l'année 2018 (sous réserve d'éventuelles

modifications du projet de loi de finances pour 2018 pouvant avoir, le cas échéant, un effet rétroactif cf. Avertissement) applicable à ma situation ou

- au 31 décembre de l'année au titre de laquelle j'entends bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu («IR»).

Soit par chèque : à l'ordre du FCPI Truffle InnoCroissance 2018

Soit par virement : sur le compte FR7630003055810000389807831

### 5/ Livraison des parts

Les titres seront inscrits :

- En nominatif pur à la SOCIETE GENERALE sans frais ni droits de garde (dans ce cas la signature du présent bulletin de souscription vaut adhésion à la convention de compte titres de la Société Générale. Il me sera adressé ultérieurement un avis de souscription.  
 Sur mon compte titres ouvert auprès de l'établissement dont voici les coordonnées (joindre un RIB):

Code Banque [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Code Guichet [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Numéro de Compte [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Clé RIB [ ] [ ] [ ]

Ma souscription sera valable sous réserve de son encaissement et dans la limite des parts disponibles.

\* Constitue un acte de démarchage bancaire ou financier toute prise de contact non sollicitée, par quelque moyen que ce soit, avec une personne physique ou une personne morale déterminée, en vue d'obtenir, de sa part, un accord sur, notamment, la réalisation par une des personnes mentionnées au 1° de l'article L. 341-3 du CMF d'une opération sur un des instruments financiers énumérés à l'article L. 211-1 du CMF et/ou d'un service d'investissement ou d'un service connexe définis aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du CMF. Constitue également un acte de démarchage bancaire ou financier, quelle que soit la personne à l'initiative de la démarche, le fait de se rendre physiquement au domicile des personnes, sur leur lieu de travail ou dans les lieux non destinés à la commercialisation de produits, instruments et services financiers, en vue des mêmes fins.

## 6/ Engagement fiscal de conservation des parts

Afin de bénéficier des avantages fiscaux spécifiques prévus, pour les personnes physiques, par les articles 199 terdecies-0 A VI, 150-0 A III 1° et 163 quinquies B III bis du Code général des impôts, je m'engage à conserver les parts du FCPI pendant cinq ans au moins à compter de leur souscription, et à réinvestir immédiatement dans le FCPI la totalité des sommes ou valeurs auxquelles donne droit la souscription de ces parts au titre de la même période.

- Je souhaite bénéficier des avantages relatifs à l'IFI réservés aux personnes physiques, prévus aux dispositions des articles 885-0 V bis du Code général des impôts et je m'engage à conserver mes parts au moins jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription.
- Je ne souhaite pas bénéficier des avantages relatifs à l'IFI réservés aux personnes physiques, prévus aux dispositions des articles 885-0 V bis du Code général des impôts.

### Je déclare :

- être fiscalement domicilié en France (si je souhaite bénéficier de la réduction et de l'exonération d'impôt sur le revenu),
- ne pas détenir directement ou par personne interposée (conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin notoire soumis à une imposition commune, ascendants, descendants, plus de 10% des parts du FCPI ni, directement ou indirectement, (société de personnes, fiducie...), plus de 25% des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du FCPI et ne pas avoir détenu ce montant à un moment quelconque

au cours des cinq années précédant la souscription des parts, et

- avoir pris note que les souscriptions effectuées par des personnes physiques en indivision ne sont pas éligibles à la réduction IFI.

J'ai noté que le non-respect des engagements ou des conditions énoncées ci-dessus pourrait entraîner la remise en cause de tout ou partie des avantages fiscaux dont j'ai bénéficiés.

Sous réserve des modifications qui pourraient être apportées aux obligations déclaratives afférentes à l'IFI par la Loi de Finances pour 2018, ou par toutes autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur à la date de ma déclaration d'IFI ou d'IR, j'ai également noté que, pour bénéficier :

- de la réduction d'IFI, la copie du présent bulletin accompagné de l'état individuel fourni par la Société de Gestion (il pourra être adressé dans un délai de 3 mois suivant la date limite de dépôt de la déclaration d'IFI) doivent être joints à ma déclaration d'IFI (s'agissant des souscripteurs dont le patrimoine a une valeur nette taxable égale ou supérieure à 2,57 millions d'euros) ou être conservés en cas de demande par l'administration (s'agissant des souscripteurs dont le patrimoine a une valeur nette taxable comprise entre 1,3 millions et 2,57 millions d'euros). Chiffres donnés à titre indicatif, en vigueur au 27 octobre 2017 ;
- de la réduction d'IR, la copie du présent bulletin accompagné de l'état individuel fourni par la Société de Gestion doivent être joints à ma déclaration d'IR.

## 7/ Encadrement des frais et commissions de commercialisation, de placement et de gestion

Je verse un montant de souscription initiale totale de \_\_\_\_\_ euros (MT). Ce montant comprend des droits d'entrée de \_\_\_\_\_ euros, qui ne peuvent correspondre à un pourcentage supérieur à 5% du montant de cette souscription.

J'ai pris connaissance du fait que les droits d'entrée dans le FCPI sont négociables. Je consens à ce que soient prélevés sur le FCPI des frais et commissions de gestion et de distribution, à hauteur d'un taux de frais annuel moyen (TFAM) maximal de [3.50%] dont des frais et commissions et de distribution (y compris droits d'entrée), à hauteur d'un pourcentage maximal de 1.47%. Les frais et commissions de distribution ne pourront être prélevés au-delà d'une durée de 10 ans.

## 8/ Modalités spécifiques de partage de la plus-value au bénéfice de la société de gestion

Les porteurs de parts de carried interest («parts B») ont vocation à investir au moins 0,25% du montant des souscriptions initiales totales du FCPI dans des parts B qui leur ouvrent un droit d'accès à 20% de la plus-value réalisée par le FCPI, dès lors que sont réunies les conditions de rentabilité suivantes : les porteurs de parts A et B devront avoir été remboursés de la valeur nominale de leurs parts.

## 9/ Classification du client en client non professionnel

Compte tenu du fait que le souscripteur est un particulier, Truffle Capital le classe en tant que client non professionnel au sens de la réglementation, catégorie offrant la plus grande protection. Vous pouvez malgré tout et sous certaines conditions demander une reclassification en client professionnel. La Société de Gestion attire néanmoins votre attention sur le fait que cette modification de catégorie aurait pour conséquence de diminuer le degré de protection auquel vous avez droit aujourd'hui.

## 10/ FATCA/CRS

Vous devez vous engager à fournir à la Société de Gestion toute information que celle-ci pourra raisonnablement demander à tout moment concernant notamment votre identité, votre nationalité, votre résidence fiscale, les actifs que vous détenez, votre statut fiscal, votre activité ou le contrôle de votre capital social si vous êtes une entité juridique afin de permettre à la Société de Gestion d'évaluer et de se conformer à toutes exigences légales, réglementaires ou fiscales applicables à la Société de Gestion, au FCPI, aux porteurs de parts du FCPI ou à tout investissement du FCPI. Toute information de ce type qui est expressément déclarée par vous comme étant confidentielle ne devra pas être communiquée par la Société de Gestion à un tiers (à l'exception des conseils juridiques de la Société de Gestion ou du FCPI) à moins que :

- cette communication ne soit exigée par la loi ou une réglementation applicable à la Société de Gestion, au FCPI, ou à toute société du portefeuille du FCPI ou par tout tribunal ou par toute autorité gouvernementale, réglementaire ou fiscale à laquelle la Société de Gestion, le FCPI, ou toute société du portefeuille du FCPI sont soumis ;
- cette communication soit nécessaire au regard des obligations de communication de nature fiscale prévues par la loi et les règlements applicables à la Société de Gestion, au FCPI, ou à toute société du portefeuille du FCPI ou afin d'obtenir une réduction ou une exonération d'impôts, taxes, droits, retenues à la source ou autres prélèvements obligatoires analogues en France ;
- la Société de Gestion ne considère que cette communication soit dans l'intérêt du FCPI ou des porteurs de parts du FCPI.

Vous devez par ailleurs vous engager à fournir à la Société de Gestion au moment de la signature du présent bulletin de souscription ou à quelque moment que ce soit, (i) un des formulaires de l'Annexe 1, publié par l'US Internal Revenue Service («IRS»), dûment complété et signé et/ou (ii) tout autre formulaire équivalent appelé à le remplacer

ainsi que toute les pièces justificatives requises permettant à la Société de Gestion d'évaluer et se conformer aux exigences légales, réglementaires et fiscales applicables au FCPI et à votre investissement dans le FCPI, et en particulier, remplir ses obligations relativement au respect des obligations fiscales résultant d'accords intergouvernementaux tels que celui signé entre les Etats Unis d'Amérique et la France le 14 novembre 2013 relatif au Foreign Account Tax Compliance Act («FATCA») concernant l'obligation de divulgation d'informations relatives aux porteurs de parts du FCPI (y compris leur statut fiscal) ; et donc permettre à la Société de Gestion de révéler des informations relatives à l'identité des porteurs de parts du FCPI et toute information prévue par FACTA et l'ensemble des textes en vigueur pour son application, à toute autorité gouvernementale (y compris les autorités fiscales).

En outre, le FCPI et la Société de Gestion sont soumis aux règles introduites par la Directive n° 2014/107/EU du Conseil du 9 décembre 2014 (« DAC 2 Directive ») qui modifie la Directive n° 2011/16/EU à l'égard des informations d'échange automatique et obligatoire en matière fiscale transposées dans le droit français ainsi qu'aux obligations énoncées dans les accords concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers auxquels la République française est partie («Common Reporting Standards» ou «CRS»). En tant que telle, la Société de Gestion peut être tenue de recueillir les informations nécessaires pour le compte du FCPI et de les transmettre aux autorités fiscales françaises. A cet effet, vous devez vous engager à remplir le formulaire joint à l'Annexe 2 simultanément à l'exécution du présent bulletin de souscription et à le fournir à la Société de Gestion.

Enfin, vous devez vous engager à informer immédiatement la Société de Gestion et à lui fournir toute information mise à jour en cas de modifications affectant votre statut fiscal et/ou votre résidence fiscale et de fournir à la Société de Gestion toutes les informations vous concernant conformément à la présente section 10.

## 11/ Signature

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signature du Souscripteur, précédée de la mention «Lu et Approuvé»

En cas de démarchage physique, la signature du bulletin de souscription ainsi que le versement des fonds y afférent, ne peuvent intervenir que 48 heures minimum après la signature du Récépissé de démarchage relatif au délai de réflexion.

Nom et/ou cachet du Distributeur  
AROBAS FINANCE  
54 rue de Clichy  
75009 Paris  
Tél : 01 77 39 00 15  
info@arobasfinance.fr

Joindre impérativement (pour le souscripteur et co-souscripteur) : la photocopie recto-verso de la pièce d'identité en cours de validité (CNI, passeport), et un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture ou échéancier téléphonique fixe, eau, électricité ou gaz).

Fait en quatre exemplaires : l'original et le 2<sup>e</sup> pour la Société de Gestion, le 3<sup>e</sup> pour le souscripteur, le 4<sup>e</sup> pour le Distributeur

**FORMULAIRE D'AUTO-CERTIFICATION DES PERSONNES PHYSIQUES (INDIVIDUALS SELF-CERTIFICATION)**

<b>I – IDENTIFICATION</b>		<b>N° DE COMPTE :</b>	
Nom d'usage (Last Name)			
Nom de naissance (Birth Name)			
Prénom (First Name)			
Adresse de résidence permanente (Permanent residence address)	Numéro, Rue (Number, Street)	Adresse de résidence permanente	Adresse fiscale
Adresse fiscale (Fiscal address)	Ville (City)		
		Pays (Country)	
	Code Postal (Postal Code)		
Date de naissance (JJ/MM/AAAA) (Date of birth (DD/MM/YYYY))			
Ville et Pays de Naissance (City and country of birth)			
Téléphone (Phone number)			
Nationalité ou double nationalité (Dual nationality)			

**II – RÉSIDENCE FISCALE (TAX RESIDENCY)**

Si vous êtes **UNIQUEMENT** imposable dans le pays où le compte est détenu, que vous n'êtes ni un(e) citoyen(ne) américain(e), ni un(e) résident(e) américain(e), ni né(e) aux Etats-Unis, veuillez cocher la case ci-contre et vous rendre directement en section III.  
(If you are sole resident in the country where the account is held and are not a US Citizen, or US Resident, or born in the USA, then please tick the box and go directly to Section III.)

Dans tous les autres cas, veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous, la liste de **TOUS** les pays où vous êtes considéré(e) comme résident(e) à des fins fiscales et indiquer votre NIF (Numéro d'Identification Fiscale) pour chacun de ces pays. (Otherwise, please provide, in the table below, the list of ALL the Countries where you are considered as a resident for tax purposes and indicate your TIN (Taxpayer Identification Numbers) in each of those countries.)

PAYS DE RESIDENCE FISCALE AUTRE QUE US <small>(COUNTRY/COUNTRIES OF TAX RESIDENCE OTHER THAN US)</small>	NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) <sup>1</sup> <small>(TAXPAYER IDENTIFICATION NUMBERS (TIN)<sup>2</sup>)</small>

<sup>(1)</sup> Indiquer N/A si le pays de résidence fiscal n'émet pas de NIF. (please indicate N/A if the TIN does not exist in the country of tax residence.)

Etes-vous citoyen(e) américain(e) ou résident(e) américain(e) (Personne américaine au sens de la réglementation FATCA)? (Are you a US Person (US Citizen or US Resident) ? OUI  NON   
(YES) (NO)

- Si oui, merci de compléter également le formulaire W-9 de l'administration fiscale américaine<sup>(2)</sup> (If Yes, please also fill a W-9 (2) IRS Form)
- Si non, et si vous êtes né(e) aux Etats-Unis, veuillez fournir un certificat de perte de nationalité américaine ou, en cas de non obtention de la nationalité américaine, tout autre justificatif. (If Not, and if you were born in the USA, please provide a Nationality Loss Certificate, if you lost the American Citizenship or any supporting document if you did not obtain the American citizenship.)

**III – DONNÉES PERSONNELLES ET CONFIDENTIALITÉ (PRIVACY NOTICE AND CONFIDENTIALITY)**

En vue de satisfaire à ses obligations légales et réglementaires, Truffle Capital est tenue de collecter, traiter et communiquer certaines des données à caractère personnel et informations relatives à vos comptes financiers et valeurs de ces comptes aux autorités fiscales nationales. Conformément au droit local et aux conventions internationales d'échange d'informations à des fins fiscales, ces informations pourront être transmises aux autorités des pays dans le(s)quel(s) vous êtes imposable.

Les informations requises, à l'exception des NIFs émis par des pays qui ne sont pas des pays reportables à ce jour dans le cadre des conventions internationales, sont obligatoires et à défaut d'obtenir un formulaire complet, Truffle Capital est susceptible de ne pas être en mesure de traiter votre demande. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pouvant être exercé par courrier adressé à Truffle Capital 5, rue de La Baume, 75008 Paris et précisant l'objet de votre demande.

(In order to comply with its obligations under national laws and regulations and international tax information exchange agreements, Truffle Capital as a data controller, may be required to collect, process and disclose your personal information and information regarding your account(s) to the national tax or other competent authorities which may provide such information to the country or countries in which you are resident for tax purposes.)

The requested personal information, except TINs issued by countries which are not reportable as of the date hereof, is compulsory and failure to complete this form could mean that Truffle Capital may not be able to process your application. In accordance with the modified law n°78-17 of January, 6th 1978 relative to the computer, files and liberty, you have a right of access, rectification and objection that may be exercised by writing to Truffle Capital 5 rue de La Baume, 75008 Paris.)

**IV – SECTION CERTIFICATION (CERTIFICATION SECTION)**

Je déclare que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes et exhaustives. Je donne également mon accord à la collecte, au traitement et à la communication de mes données personnelles, y compris les NIFs émis par des pays non reportables à la date des présentes et aux informations relatives à mes comptes financiers et valeurs de ces comptes pour les objectifs visés à la section III ci-dessus. Je m'engage par ailleurs à informer mon intermédiaire financier sans délai de tout changement de circonstances rendant les informations contenues dans le présent formulaire incorrectes et à fournir un formulaire d'auto-certification dûment mis à jour dans les 30 jours suivant le changement de circonstances.

(I declare that the information provided in this form is, to the best of my knowledge and belief, true, accurate and complete. I acknowledge and agree to the collection, processing and disclosure of my personal data, including TINs issued by countries which are not reportable as of the date hereof, and information regarding my account(s) for the purposes indicated in Section III above. I undertake to notify [Requesting FI] promptly of any change in circumstances which causes the information contained herein to become incorrect and to provide a new self-declaration within 30 days of such change in circumstances.)

Date (JJ/MM/AAAA)  
(DD/MM/YYYY)

Signature  
(Signature)

Nom et qualité du signataire (si différent du titulaire) : (Name and capacity in which acting (if form is not signed by the client)):


# INSTRUCTIONS

## Objectif du formulaire

L'objectif du formulaire est de répondre aux exigences des réglementations fiscales américaines (FATCA) et de l'OCDE (AEOI).

- Dans le cadre de la réglementation FATCA, il est nécessaire de déterminer si vous êtes citoyen(e) ou résident(e) américain(e).
- Dans le cadre de la réglementation AEOI, il est nécessaire d'identifier la liste des pays dans lequel vous êtes considéré(e) comme résident(e) à des fins fiscales.

## Complétude du formulaire

### I – Identification

Veillez indiquer (nom d'usage, nom de naissance, prénom, lieu de naissance (ville et pays) ...) et vérifier l'orthographe et l'exactitude des informations saisies en vous référant à vos documents officiels d'identité (carte d'identité, passeport). Le nom de naissance n'est obligatoire que s'il est différent du nom d'usage.

Pour les champs concernant l'adresse de résidence permanente, si vous avez plusieurs adresses de résidence et que vous êtes considéré(e) comme résident(e) fiscal(e) de plus d'un pays, veuillez indiquer votre adresse de résidence principale (par exemple : le lieu de votre activité, d'emploi).

Enfin, veuillez indiquer votre date de naissance au format indiqué dans le formulaire et en vérifier l'exactitude conformément à vos documents officiels d'identité.

### II – Résidence à des fins fiscales

Définition : la notion de résidence à des fins fiscales est définie par chaque pays. Veuillez-vous référer à la définition émise par les services fiscaux des pays susceptibles de vous concerner. En France, la notion de résidence à des fins fiscales française est définie par la Direction Générale des Finances Publiques de la manière suivante :

**Notion de résidence** .....

[...] Sous réserve des Conventions fiscales internationales, vous êtes considéré comme domicilié fiscalement en France si vous répondez à un seul ou plusieurs de ces critères :

- Votre foyer (conjoint ou partenaire d'un PACS et enfants) reste en France, même si vous êtes amené, en raison de nécessités professionnelles, à séjourner dans un autre pays temporairement ou pendant la plus grande partie de l'année. A défaut de foyer, le domicile fiscal se définit par votre lieu de séjour principal,
- Vous exercez en France une activité professionnelle salariée ou non, sauf si elle est accessoire,
- Vous avez en France le centre de vos intérêts économiques. Il s'agit du lieu de vos principaux investissements, du siège de vos affaires, du centre de vos activités professionnelles ou le lieu d'où vous tirez la majeure partie de vos revenus.

Source : Site internet impots.gouv.fr

#### PAYS DE RESIDENCE FISCALE AUTRE QUE US (COUNTRY/COUNTRIES OF TAX RESIDENCE OTHER THAN US)

Veillez indiquer dans cette colonne la liste de l'ensemble de vos pays de résidence fiscale à l'exception des Etats-Unis.

#### NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) (TAXPAYER IDENTIFICATION NUMBERS (TIN))

Veillez indiquer dans cette colonne le NIF selon le(s) pays de résidence fiscale.

- Pour connaître le format du NIF de chaque pays, veuillez vous référer au site Internet de l'OCDE<sup>(3)</sup>.
- Dans le cas où un pays n'a pas émis de NIF à ses contribuables, veuillez entrer « N/A » pour « non applicable ».

<sup>(3)</sup><http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-identification-numbers/#d.en.347759>

Si vous êtes citoyen(ne) américain(e) ou résident(e) fiscal(e) des États-Unis (Carte Verte ou test de Présence Substantielle<sup>(4)</sup>), vous êtes alors considéré(e) comme une personne américaine (US Person) au sens de la réglementation FATCA et il vous est demandé de fournir un certificat W-9<sup>(2)</sup> des autorités fiscales américaines.

En cas de nécessité de justifier votre perte de nationalité américaine, veuillez fournir le certificat de perte de nationalité américaine.

<sup>(2)</sup> Formulaire disponible auprès de votre Société de Gestion.

<sup>(4)</sup> Test de Présence Substantielle positif : être physiquement présent(e) aux États-Unis pendant au moins : 31 jours au cours de l'année en cours, et 183 jours au cours d'une période incluant l'année en cours et les 2 années immédiatement précédentes, en comptabilisant :

- Tous les jours où vous étiez présent l'année en cours, et,
- Un tiers des jours où vous étiez présent la première année précédant l'année en cours, et,
- Un sixième des jours où vous étiez présent la deuxième année précédant l'année en cours.

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien suivant : [www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Substantial-Presence-Test](http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Substantial-Presence-Test).

### IV –Section Certification

Les changements de circonstances rendant obsolètes le formulaire peuvent inclure, de manière non exhaustive, les éléments suivants :

- Changement d'adresse permanente,
- Evolution de la liste des pays où vous êtes résident(e) fiscal(e),
- Changement de Numéro d'Identification Fiscal,
- Obtention d'une carte verte (Green card),
- Naturalisation.

## Avertissement AMF

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de sept (7) années, sauf cas de déblocage anticipé prévu dans le Règlement. Cette durée de sept (7) années est prorogable sur décision de la Société de Gestion jusqu'à trois fois une (1) année pour atteindre un maximum de dix (10) années liquidation comprise. Le fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI), catégorie de fonds commun de placement à risques, est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Il est rappelé que les règles et avantages fiscaux dont il est fait mention dans le Règlement du Fonds sont susceptibles d'être affectés par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires envisagées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2018 (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif) ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française et/ou la jurisprudence. A ce titre, il est envisagé une réforme législative de l'impôt de solidarité sur la fortune (« ISF ») qui serait remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (« IFI ») dont les modalités et la mise en œuvre sont décrites dans le projet de loi de finances pour 2018, lequel peut évoluer jusqu'à ce que la loi de finances pour 2018 soit promulguée. Au 27 septembre 2017, le projet de loi de finances pour 2018 prévoit que les dons et versements ouvrant droit aux avantages fiscaux prévus aux articles 885-0 V bis, 885-0 V bis A et 885-0 V bis B du code général des impôts (dans leur rédaction en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017), qui seraient effectués jusqu'au 31 décembre 2017, sont imputables, dans les

conditions prévues aux articles 885-0 V bis, 885-0 V bis A et 885-0 V bis B précités, dans leur rédaction en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017, sur l'IFI dû au titre de l'année 2018. Au 27 septembre 2017, le projet de loi de finances pour 2018 prévoit également une suppression de l'article 885 I ter du code général des impôts, qui deviendrait sans objet du fait de la mise en place de l'IFI. Une telle réforme pourrait avoir des conséquences sur le régime fiscal applicable à la souscription des parts du Fonds. En tout état de cause, les souscripteurs doivent s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Néanmoins, de manière exceptionnelle, la Société de Gestion s'engage à rembourser intégralement aux souscripteurs les sommes collectées par le Fonds uniquement aux souscripteurs ayant expressément indiqué dans le Bulletin de Souscription leur souhait de bénéficier des avantages relatifs à l'IFI (droits d'entrée inclus), et ce, dans les meilleurs délais, dans le cas où les dispositions relatives à l'IFI ne seraient pas adoptées définitivement dans la Loi de finances pour 2018.

Vous devez, par ailleurs, prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds commun de placement dans l'innovation décrits à la rubrique "profil de risque" du Règlement ci-dessous.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la Société de Gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détenez et de votre situation individuelle

## Récépissé de démarchage bancaire et financier

(à remplir uniquement en cas de démarchage)

### 1/ Identification du souscripteur

Souscripteur

Co-souscripteur

Mr  Mme

Nom .....

Prénom .....

Né(e) le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

à ..... Dept. ....

Mr  Mme

Nom .....

Prénom .....

Né(e) le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

à ..... Dept. ....

### 2/ Modalités du démarchage bancaire et financier

Je reconnais avoir acquis des parts du FCPI Truffle InnoCroissance 2018 (le «**FCPI**») suite au démarchage bancaire et financier, tel que défini à l'article L. 341-1 du code monétaire et financier (le «**CMF**»), réalisé ce jour par le démarcheur (le «**Démarcheur**») :

Nom ..... Prénom .....

Références professionnelles [Nom de la Société - adresse - N° Orias] .....

agissant selon le mode de démarchage suivant :

- à mon domicile, ou sur mon lieu de travail ou dans un lieu non destiné à la commercialisation de produits, instruments et services financiers («**Démarchage physique**»). Dans ce cas, je bénéficie d'un délai de réflexion de 48 heures, qui commence à courir le lendemain de la signature du présent récépissé,
- ni à mon domicile, ni sur mon lieu de travail, ni dans un lieu non destiné à la commercialisation de produits, instruments et services financiers, ni avant ni lors de sa conclusion («**Démarchage à distance**»). Par conséquent, je reconnais ne pas disposer d'un quelconque délai de réflexion ou de rétractation.

Je certifie que le Démarcheur :

- m'a proposé l'acquisition de parts du FCPI après s'être enquis de ma situation financière, de mon expérience, de mes objectifs en matière de placement et m'avoir justifié de son nom, de son adresse professionnelle, du nom et de l'adresse de la personne morale pour le compte de laquelle le démarchage\* est effectué ;
- m'a remis le DICI, la plaquette commerciale et le Règlement du FCPI dont je certifie avoir pris connaissance ;
- m'a informé de la possibilité de recevoir gratuitement par e-mail ou par voie postale, sur simple demande écrite adressée à la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel, ainsi que la dernière composition de l'actif du FCPI ;
- m'a communiqué d'une manière claire et compréhensible, les informations utiles pour prendre ma décision dont notamment les conditions financières du FCPI, la période de blocage des parts, les règles de plafonnement des avantages fiscaux et les contraintes en matière de date de souscription et de versement des sommes correspondantes ;
- m'a précisé d'une part, que l'investissement dans le FCPI porte sur des instruments qui impliquent des risques particuliers du fait de leurs spécificités ou sur des opérations à exécuter ou dont le prix dépend de fluctuations des marchés financiers sur lesquelles la Société de Gestion n'a aucune influence et, d'autre part, que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures ; il a ainsi attiré mon attention sur les risques et les autres considérations afférentes à une souscription de parts du FCPI et notamment sur le risque de pouvoir perdre tout ou partie du capital investi ;
- m'a informé de l'absence de droit de rétractation prévu à l'article L.341-16 I et II du CMF ;
- m'a informé de l'existence à mon profit, en cas de démarchage physique à mon domicile, sur mon lieu de travail ou dans un lieu non destiné à la commercialisation de ces produits, d'un délai de réflexion de 48 heures prévu à l'article L.341-16 IV du CMF. Ce délai de réflexion court à compter du lendemain de la signature du présent document. Si le délai de réflexion expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant ;
- m'a informé que la loi applicable à la souscription des parts du FCPI est la loi française ;
- m'a informé de sa rémunération au titre de la souscription du FCPI.

Fait à : \_\_\_\_\_

Le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signature(s) du ou des souscripteur(s) précédée(s) de la mention «lu et approuvé»

**Fait en quatre exemplaires : l'original et le 2<sup>e</sup> pour la Société de Gestion, le 3<sup>e</sup> pour le souscripteur, le 4<sup>e</sup> pour le Démarcheur.**

Les informations portées sur le présent bulletin de souscription font l'objet d'un traitement automatisé dont la conservation et l'utilisation seront effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le souscripteur bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant et d'un droit de refuser la communication de ses coordonnées.

\*Constitue un acte de démarchage bancaire ou financier toute prise de contact non sollicitée, par quelque moyen que ce soit, avec une personne physique ou une personne morale déterminée, en vue d'obtenir, de sa part, un accord sur la réalisation par une des personnes mentionnées au 1<sup>er</sup> de l'article L. 341-3 du CMF d'une opération sur un des instruments financiers énumérés à l'article L. 211-1 du CMF.

Constitue également un acte de démarchage bancaire ou financier, quelle que soit la personne à l'initiative de la démarche, le fait de se rendre physiquement au domicile des personnes, sur leur lieu de travail ou dans les lieux non destinés à la commercialisation de produits, instruments et services financiers, en vue des mêmes fins.



Cette fiche de renseignements est obligatoire. Elle est établie dans le cadre des dispositions de l'article L.533-4 du Code Monétaire et Financier. Elle nous permet de mieux vous connaître et de répondre du mieux possible à vos besoins, vos objectifs et votre situation financière. **Elle est couverte par le secret professionnel** (article L. 511-33 du Code monétaire et financier) et vos réponses sont destinées à la seule information d'Arobas Finance et/ou de la société de gestion. Nous vous remercions de bien vouloir remplir le questionnaire ci-dessous et de le signer.

### Mieux vous connaître pour mieux vous accompagner

<input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/> Madame Prénom et Nom : ..... Nom de jeune Fille : ..... Nb d'enfants rattachés au foyer : ..... Tel : ..... Portable : ..... Date et lieu de naissance : ..... Email confidentiel : ..... Adresse : ..... <div style="text-align: right; color: red;">US Person <input type="checkbox"/></div> Code Postal : ..... Ville : ..... Pays (si différent de France) : .....	<b>Etat Civil :</b> <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Pacsé(e) <input type="checkbox"/> Veuf/Veuve <input type="checkbox"/> Union Libre <input type="checkbox"/> Séparé(e) <b>Régime matrimonial :</b> <input type="checkbox"/> Communauté légale <input type="checkbox"/> Communauté Universelle <input type="checkbox"/> Séparation de bien <input type="checkbox"/> Autres, précisez : ..... <input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Prof. Libérale <input type="checkbox"/> Chef d'entreprise <input type="checkbox"/> Artisan <input type="checkbox"/> Retraité <input type="checkbox"/> Étudiant <input type="checkbox"/> Autre : ..... <b>Profession (si retraité, ancienne profession exercée) :</b> ..... ..... <b>Résident :</b> <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre : .....
Êtes-vous une personne : politiquement exposée : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, un client professionnel : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, un client averti : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

### VOTRE SITUATION FINANCIERE

<b>1. Votre patrimoine est constitué de (plusieurs choix possibles)</b>		
<input type="checkbox"/> Immobilier de jouissance (résidence principale, secondaires) <input type="checkbox"/> Immobilier de placement <input type="checkbox"/> Valeurs mobilières	<input type="checkbox"/> Contrats Assurance-vie <input type="checkbox"/> Liquidités <input type="checkbox"/> Autres, précisez : .....	
<b>2. Quel est le montant de votre patrimoine ?</b>		
<input type="checkbox"/> Moins de 800 000 € <input type="checkbox"/> Entre 2 570 000 € et 5 000 000 €	<input type="checkbox"/> Entre 800 000 et 1 300 000 € <input type="checkbox"/> Entre 5 000 000 et 10 000 000 €	<input type="checkbox"/> Entre 1 300 000 et 2 570 000 € <input type="checkbox"/> Supérieur à 10 000 000 €
<b>3. Etes-vous propriétaire de votre résidence principale ?</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Crédit en cours	
<b>4. Êtes-vous redevable de l'impôt sur le revenu ?</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON    si oui, montant avant réduction : ..... €	
<b>5. Êtes-vous redevable de l'IFI ?</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON    si oui, montant avant réduction : ..... €	
<b>6. Profil boursier :</b> <input type="checkbox"/> Prudent <input type="checkbox"/> Défensif <input type="checkbox"/> Équilibré <input type="checkbox"/> Dynamique <input type="checkbox"/> Offensif		

<b>7. Quel est la source et le montant de vos revenus annuels ? (Plusieurs choix possibles)</b>		
<input type="checkbox"/> Salaires et pensions ..... € <input type="checkbox"/> Revenus financiers ..... € <input type="checkbox"/> Revenus fonciers ..... €	<input type="checkbox"/> Moins de 50 000 € <input type="checkbox"/> De 50 000 à 100 000 € <input type="checkbox"/> De 100 000 à 200 000 €	<input type="checkbox"/> De 200 000 à 500 000 € <input type="checkbox"/> Plus de 500 000 €

Pour vous aider à répondre aux questions suivantes :

* Définition des niveaux de risques		
<b>1-Risque faible et une rentabilité moyenne mais non garantie</b>	Hypothèse de rendement	- 5 à + 10 %
<b>2-Risque moyen pour saisir des opportunités</b>	Hypothèse de rendement	- 15 à + 20 %
<b>3-Risque élevé pour maximiser les performances</b>	Hypothèse de rendement	- 40 à + 60 %
<b>4-Risque maximum pour les produits complexes à effet de levier ou le risque de perte peut être supérieur au montant du capital investi</b>		
Ces fourchettes sont données à titre indicatif et ne sauraient engager la responsabilité d'AROBAS FINANCE SARL		

### VOS OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT PATRIMONIAUX (plusieurs réponses possibles)

<b>1. Valoriser votre capital</b>	
Horizon d'investissement : <input type="checkbox"/> Inférieur à 2 ans <input type="checkbox"/> 2 à 5 ans <input type="checkbox"/> 5 à 8 ans <input type="checkbox"/> Supérieur à 8 ans	Niveau de risque accepté*: <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé
<b>2. Compléter vos revenus</b>	
Horizon d'investissement : <input type="checkbox"/> Inférieur à 2 ans <input type="checkbox"/> 2 à 5 ans <input type="checkbox"/> 5 à 8 ans <input type="checkbox"/> Supérieur à 8 ans	Niveau de risque accepté*: <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé

<b>3. Optimiser la transmission de votre patrimoine</b>		
Au profit de : <input type="checkbox"/> Conjoint <input type="checkbox"/> Enfants (s) <input type="checkbox"/> Autres(s) personnes (s) précisez : .....	Horizon de : <input type="checkbox"/> Inférieur à 2 ans <input type="checkbox"/> 2 à 5 ans <input type="checkbox"/> 5 à 8 ans <input type="checkbox"/> Supérieur à 8 ans	Niveau de risque accepté*: <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé
<b>4. Optimiser sa fiscalité : Horizon d'investissement</b> En contrepartie de l'avantage fiscal attaché à la souscription de parts du fonds, vous acceptez de conserver les parts pendant toute la durée de vie du fond (hors cas légaux) <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> IR <input type="checkbox"/> IFI		
<b>5. Investir en bourse</b>		
A horizon de : <input type="checkbox"/> Moins de 2 ans <input type="checkbox"/> Supérieur à 2 ans	Niveau de risque accepté*: <input type="checkbox"/> Elevé <input type="checkbox"/> Maximum	
<b>6. Préparer votre retraite</b>		
A horizon de : <input type="checkbox"/> Moins de 2 ans <input type="checkbox"/> Supérieur à 2 ans	Niveau de risque accepté*: <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Elevé	

**VOTRE CONNAISSANCE DES PLACEMENTS ET/OU MARCHES FINANCIERS (plusieurs choix possibles)**

Parmi les instruments financiers et les marchés indiqués ci-dessous, cochez ceux pour lesquels vous estimez avoir une connaissance suffisante pour prendre une décision d'investissement ou sur lesquels vous avez déjà réalisé des transactions :

Produits / Marchés	Connaissance suffisante ou produit / Marché déjà utilisé	
	OUI	NON
Actions ou OPCVM actions ou tracker		
Obligations ou OPCVM obligataires		
Produits structurés (dont certificats)		
Warrants, bons de souscription, droits de souscription		
Produits dérivés (options, futures, sur actions, sur taux, sur devises...)		
Titres non cotés (PME, FCPI, FIP)		
OPCVM complexe (FCPR, FPCI)		
Marché au comptant		
Service à Règlement Différé (SRD)		
Marché libre ou Alternext		
Marchés étrangers		
<b>1. Avez-vous déjà réalisé des placements financiers avec un conseiller ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>2. Déléguez-vous la gestion de votre portefeuille de valeurs mobilières ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>3. Connaissances financières</b>	<input type="checkbox"/> mauvaises	<input type="checkbox"/> bonnes <input type="checkbox"/> très bonnes
<b>4. Quelle est l'origine des fonds que vous souhaitez investir ?</b>	<input type="checkbox"/> Épargne <input type="checkbox"/> Succession/Donation	<input type="checkbox"/> Vente bien immobilier <input type="checkbox"/> Cession entreprise <input type="checkbox"/> Autres .....

Quel est l'élément qui vous a conduit à souscrire des .....

**Pour optimiser votre IR et/ou IFI ? (Plusieurs choses possibles)**

Réduction fiscale lors de la souscription     Exonération fiscale lors du rachat     Connaissance du produit en avoir déjà souscrit

Attrait pour l'innovation     Diversification     Autres : .....

**Mesure de la tolérance au risque :** En contrepartie de l'avantage fiscal attaché à la souscription du produit, vous acceptez de prendre un risque élevé sur le capital investi et d'une non liquidité :  Oui  Non (non est une réponse incompatible avec l'investissement)

**Quel est l'élément qui vous a conduit à souscrire des SCPI de rendement ou de l'immobilier en direct ? (Plusieurs choses possibles)**

Rendement     Revenus complémentaires     Retraite     Intérêt fiscal     Diversification     Autres : .....

Je certifie avoir compris qu'Arobas finance ne pourra être tenu responsable en cas de dépassement du plafond global des niches fiscales et des plafonds spécifiques, qui entraînerait une perte des réductions fiscales acquises et décline également toute responsabilité en cas de dépassement des plafonds légaux de souscription et l'éligibilité liée. Je certifie avoir pris connaissance des notices d'information/Prospectus des produits souscrits (y compris l'avertissement de l'AMF). Je reconnais avoir obtenu les informations nécessaires pour souscrire en connaissance de cause. Je reconnais que les informations ci-dessus sont exactes et sincères.

**SIGNATURE**

Signature(s) précédée(s) de la mention lu et approuvé

Fait à ..... le ...../...../.....